



# Macron face au « sacrifice » de la jeunesse

Lundi, en déplacement en Seine-Saint-Denis, le chef de l'Etat a annoncé sa volonté de développer le mentorat

**C'**est dur d'avoir 20 ans en 2020. » Cinq mois après avoir dressé le constat d'une jeunesse vivant « un sacrifice terrible » avec la crise du Covid-19, Emmanuel Macron renforce les dispositifs de soutien en faveur de cette catégorie de la population. Lundi 1<sup>er</sup> mars, lors d'un déplacement en Seine-Saint-Denis, le chef de l'Etat a annoncé sa volonté de développer le mentorat. Un dispositif d'insertion professionnel, qui permet à un jeune de bénéficier de l'accompagnement d'un actif ou d'un retraité, pour l'aider dans sa formation ou sa recherche d'emploi.

« Ce que je veux, c'est que chaque jeune qui en a besoin puisse avoir un mentor. Et aussi qu'on offre la possibilité à des cadres en entreprise, à des jeunes qui ont déjà une expérience, d'aider d'autres jeunes, de leur faire confiance, de les accompagner, de leur apporter leur propre exemple de vie », a déclaré M. Macron, lors d'une visite dans un centre de formation aux métiers industriels.

Lancée en 2018, cette mesure peine à trouver son public. Alors que seuls quelque 25 000 « mentors » existent pour l'heure, le locataire de l'Élysée veut multiplier leur nombre par quatre, en passant à 100 000 cette année, puis 200 000 en 2022. « J'espère même qu'on pourra aller plus loin, plus vite et plus fort », a-t-il lancé, lundi. L'Etat va engager 30 millions d'euros cette année pour soutenir les associations et les entreprises.

## Enrichir le bilan social

Ce dispositif « 1 jeune, 1 mentor » vient compléter le plan plus global « 1 jeune, 1 solution », lancé en juillet, qui combine des primes à l'embauche et à la formation, ainsi que des aides financières aux plus précaires. Accusé par l'opposition de ne pas en faire assez pour une jeunesse fortement touchée par la crise, Emmanuel Macron oppose les résultats de ce plan jeunes, doté de plus de 7 milliards d'euros, qui « porte ses fruits », selon lui. « Malgré la crise, le niveau d'apprentissage est historique : 500 000 contrats signés en 2020 ! », s'est-il réjoui lundi, en soulignant que « les embauches se

sont maintenues entre août et décembre », avec 1,2 million de jeunes de moins de 26 ans ayant trouvé un emploi (CDD de plus de trois mois ou CDI).

A travers le mentorat, M. Macron voit « vraiment un levier pour lutter contre les inégalités, pour lutter contre l'assignation à résidence », explique un conseiller de l'Élysée, en soulignant que la mesure s'adresse « en priorité » aux jeunes issus de quartiers défavorisés ou de zones rurales reculées.

En faisant sa promotion, le chef de l'Etat décline une nouvelle mesure de son « agenda égalité des chances ». Une série de dispositions concrètes devant incarner la « jambe gauche » de son quinquennat, censée contrebalancer sa fermeté sur le plan régalién et son libéralisme économique. Ce déplacement est d'ailleurs le troisième consacré à l'égalité des chances depuis le début de l'année après celui à Nantes, pour promouvoir la diversité des recrutements dans la fonction publique, et un autre au siège de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, à Paris, pour lancer une plate-forme nationale de lutte contre les discriminations.

En insistant sur ces sujets, M. Macron entend enrichir le bilan social de son quinquennat,

**« Je le dis  
aux électeurs  
de gauche :  
regardez ce que  
nous faisons »**

ÉLISABETH BORNE  
ministre du travail

tout en envoyant des clins d'œil aux électeurs de gauche, à l'approche de la présidentielle. Un souci devenu un besoin de plus en plus pressant, tant un chiffre inquiète au sommet de l'Etat : selon plusieurs sondages, près d'un électeur de gauche sur deux se dit prêt à s'abstenir en cas de duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour de la présidentielle. Le simple fait que *Libération* donne la parole à ces électeurs, dans son édition de samedi, a hérisé une partie des responsables macronistes.

Pour se prémunir de ce danger, certains membres du gouvernement issus du Parti socialiste appellent depuis plusieurs semaines à un rééquilibrage de la ligne. C'est notamment le cas du secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Clément Beaune, convaincu que le chef de l'Etat doit « montrer » qu'il n'a « pas perdu » son « deuxième flotteur ». Pas question que M. Macron apparaisse comme un candidat de droite en 2022.

## Contexte sécuritaire tendu

D'autres lancent dès à présent des appels en direction de l'électorat social-démocrate, en vantant la somme des mesures sociales prises depuis 2017. « Je le dis aux électeurs de gauche : regardez ce que nous faisons, ne baissez pas les bras face au FN », a exhorté la ministre du travail, Elisabeth Borne, dimanche sur BFM-TV. « Les électeurs de gauche ont encore plus de raisons de se retrouver aujourd'hui dans l'action d'Emmanuel Macron qu'en 2017 », martelait déjà le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, le 8 février, dans *Le Monde*.

Mais signe que le « en même temps » reste en vigueur, s'il reste déterminé à « réduire les inégalités à la racine » en favorisant l'insertion professionnelle, le chef de l'Etat n'entend pas pour autant aller jusqu'à élargir le bénéfice du revenu de solidarité active (RSA) aux moins de 25 ans. Au grand dam de la gauche, des associations caritatives et d'une partie de la majorité. « Dans notre société, le défi c'est un rapport au travail », avait déclaré M. Macron en décembre, au média en ligne *Brut*, disant redouter un « système de désincitation au retour à l'emploi ».

Sa visite en Seine-Saint-Denis intervient en tout cas dans un contexte tendu, après la mort récente de trois adolescents dans des violences en banlieue parisienne. De quoi remettre la question des « bandes » et les thématiques régaliennes au cœur du débat public. Pour montrer qu'il prend le sujet au sérieux, le gouvernement a tenu une réunion au sommet lundi midi, en présence des ministres de l'intérieur, Gérald Darmanin, de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, et de la justice, Eric Dupond-Moretti. Un

► 3 mars 2021 - N°23685

nouveau plan de lutte contre les bandes doit être adopté d'ici le 1<sup>er</sup> mai, ont-ils annoncé, à l'issue de ce rendez-vous.

M. Dupond-Moretti, pour sa part, a évoqué la nécessité d'une « meilleure collaboration entre les

différents parquets généraux » et un recours décuplé aux « interdictions de paraître », afin « d'extraire » des jeunes « de la bande ». En amont de la réunion, Beauvau a écrit jeudi à tous les préfets pour

leur demander la « réactivation du plan de lutte contre les bandes ». De l'insertion à la répression, Emmanuel Macron cherche la bonne réponse à apporter à la jeunesse. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ



M. Macron, la secrétaire d'Etat chargée de la jeunesse, M<sup>me</sup> El Haïry, et la ministre du travail, M<sup>me</sup> Borne, à Stains (Seine-Saint-Denis), le 1<sup>er</sup> mars. POOL/REUTERS

